

© Daniel Leblond, *Compassion*, huile sur bois, triptyque, 122 x 122 cm, 2004



Soirée-bénéfice avec Céline Dubé

Quand la foi et la justice s'embrassent

Des expériences d'engagement
dans une société pluraliste

Le 4 juin 2012, Montréal


centre
Justice et foi

Au cœur des débats de société

Quand la foi et la justice s'embrassent

Des expériences d'engagement dans une société pluraliste

À la mémoire de Madeleine Parent
(1918-2012)

Chers invités, chères invitées,

Merci d'avoir répondu en grand nombre à mon invitation à soutenir le Centre justice et foi. Merci à ce dernier qui me donne une occasion de re-saisir mes expériences de vie et d'engagement dans la société pluraliste du Québec actuel. Imaginez-vous que je suis née la même année que la revue *Relations* qui vient de célébrer aussi ses 70 ans. Depuis presque 20 ans déjà, je collabore au Comité de rédaction; c'est dire mon attachement et ma reconnaissance pour toute la réflexion partagée, pour l'amitié stimulante que j'y ai vécue et que j'y vis encore.

Aujourd'hui, je referai pour vous le parcours de mes engagements, de mes motivations, et du soutien important dont j'ai bénéficié au fur et à mesure que je percevais des appels nouveaux, à cause de nouvelles réalités sociales et ecclésiastiques. Je vous communiquerai aussi la passion qui m'habite toujours pour la mission qui nous incombe de «bâtir un Québec riche de tout son monde», un Québec fier de revendiquer l'égalité homme-femme comme une de ses valeurs fondamentales. Enfin, je terminerai en formulant quelques défis qui, à mon avis, nous attendent comme citoyens et citoyennes.

1. DES RACINES ET DES AILES

Une porte ouverte sur le monde

D'abord vous me permettrez de rappeler le contexte familial et scolaire d'où je viens.

Selon la sagesse juive, les parents ne peuvent donner que deux choses à leurs enfants : des racines et des ailes. Toutes les valeurs à la base de mes engagements, je les ai reçues de mes parents qui étaient des exemples vivants de partage, de solidarité, de justice sociale, d'accueil et de foi vécue au quotidien. Mon père, Paul-Émile, était un homme d'action et de réflexion; ma mère, Marie-Berthe, avait un sens de l'hospitalité et une grande facilité à entrer en contact avec les autres. Je veux rappeler que mon père avait fondé une coopérative, le Syndicat industriel de St-Romuald, dont la devise était : «Tous pour un et un pour tous!» Pas de chômage dans notre ville, à cause de cette initiative! Lors des assemblées générales annuelles, avec maman, nous préparions des montagnes de sandwiches pour favoriser les échanges des sociétaires après la réunion. En plus de faire partie de plusieurs comités pour le développement régional, papa faisait de la politique active; il a même été élu deux fois comme maire de St-Romuald. Adolescente, j'aimais particulièrement accompagner papa dans sa tournée des assemblées pré-électorales. Et à la table du dimanche soir, toutes les questions de société étaient envisageables. Papa avait même acquis le journal régional pour initier mes plus jeunes frères et sœurs au métier journalistique. Cet héritage d'ouverture et d'implication sociale, je le retrouve bien vivant dans toute ma famille.

Mes racines ont poussé aussi dans le terreau scolaire avec les Sœurs de la Congrégation de Notre-Dame, du primaire à l'École normale. La collaboration école-famille était totale. Formation académique de qualité et incitation à l'engagement dans mon milieu. Mon goût pour l'écriture et la lecture vient du primaire : je me souviens de mes premières rédactions que papa relisaient en me donnant des suggestions pour améliorer vocabulaire et style. Je me souviens de mon premier exposé oral sur la coopération. Je me souviens de la suggestion de papa d'écrire AMDG, en haut de la feuille, quand je commençais un travail. Les amis des jésuites reconnaissent le «Ad Majorem Dei Gloria» d'Ignace de Loyola – ce qui me prédestinait sans doute à collaborer avec les jésuites. Mon père et mes professeurs du couvent m'ont toujours encouragée à m'impliquer dans mon milieu, malgré ma timidité. Mes ailes ont pu se déployer dans la Jeunesse étudiante catholique (JEC), avec sa méthode du «voir-juger-agir» qui a été pour moi une excellente école de formation. Dès mon jeune âge, j'ai ouvert les yeux sur les conditions de vie des gens qui m'entouraient. J'ai été formée à l'analyse sociale et à la confrontation avec l'Évangile; à la solidarité dans une action commune pour changer des situations injustes. Avec la JEC, les jeunes deviennent des «citoyens et citoyennes» et revendiquent fortement leur place dans l'Église et dans la société. La jeunesse n'est plus considérée comme une phase de préparation à la vie, une étape provisoire, mais bien comme un temps de vie en soi – en quelque sorte comme une classe sociale. De plus, la JEC délaisse les interdits pour faire vivre une spiritualité vivante. Une théologie du «Corps mystique» du Christ anime le mouvement. Chaque personne croyante est une cellule de ce Corps qui contribue à la vie de l'ensemble. Il faut donc s'unir socialement avec la même intensité que dans la vie spirituelle. J'ai pu approfondir cette dimension dans l'animation estivale comme bénévole au Camp Saint-François (Île d'Orléans) avec les jeunes du secondaire. Et à l'École normale Notre-Dame-de-Québec, où j'ai présidé le Conseil étudiant et animé le mouvement jéciste durant trois ans.

L'inspiration de Marguerite Bourgeoys

Arrive le moment du choix de vie. Au cours des *Exercices spirituels* de saint Ignace, un discernement sérieux m'amène à considérer ce que je perçois comme un appel à la vie religieuse. Période difficile! Comme aînée de la famille, mes parents comptaient sur moi. Comment envisager de laisser ma famille? Mon père devait donner son approbation, parce que je n'avais que 20 ans (la majorité étant à ce moment-là à 21 ans). Durant un long mois, j'ai attendu sa signature.

Mon entrée à la Congrégation de Notre-Dame, en 1961, coïncide avec la préparation du concile Vatican II. Au noviciat de Beauport, grâce aux émissions télévisuelles de Radio-Canada, en fin d'après-midi le dimanche, nous suivions avec intérêt les travaux et les questionnements en cours. Une fois dans l'enseignement à Baie-St-Paul, avec mes compagnes, nous réfléchissions sur les Documents conciliaires publiés par Fides. En préparant cette causerie, j'ai repris mon livre. J'ai été surprise d'y trouver les textes les plus annotés : l'Église (*Lumen Gentium*), l'activité missionnaire de l'Église (*Ad Gentes*), la liturgie, la vie religieuse, l'œcuménisme, l'Église et les religions non-chrétiennes. Déjà pointaient mes intérêts pour certains secteurs d'engagement!

L'inspiration et l'audace de Marguerite Bourgeoys et de ses premières compagnes me rejoignaient profondément : former une communauté de femmes non-cloîtrées, qui honorerait «la vie voyageuse de la Sainte Vierge» (*Écrits*, p.204); des femmes «sans voile ni guimpe» qui ne se distingueraient pas des femmes du monde, mais dont toute la vie serait consacrée à Dieu pour être missionnaires dans leur enseignement aux jeunes filles de Ville-Marie et dans leur participation active à l'édification d'une nouvelle société. Pour accomplir cette mission, les sœurs devaient être libres pour aller là où la charité et la nécessité les appelaient.

Durant une vingtaine d'années, j'ai mis beaucoup de cœur et d'énergie dans l'enseignement aux niveaux secondaire et collégial, tout en me préoccupant davantage des élèves qui avaient plus de difficultés. La fermeture du Collège Marguerite-Bourgeoys m'a, en fait, ouvert une autre porte.

2. VOIR LE MONDE À TRAVERS LES YEUX DES FEMMES

La ruelle et la corde à linge

En 1987, des compagnes m'ont invitée dans le quartier Saint-Michel où elles avaient fondé le Centre éducatif communautaire René-Goupil (CECRG). En sillonnant seule les rues du secteur, j'ai été frappée par la convivialité des gens. J'ai eu un coup de foudre! Au même moment, un événement majeur a soutenu mon projet de vivre et travailler en milieu populaire: le Congrès sur la mission qui a rassemblé, à Montréal, plus de mille sœurs de la Congrégation de Notre-Dame en 1988. À la fin des délibérations communautaires, quelle joie de constater que 90% des sœurs présentes souhaitaient que les membres de la Congrégation «se rapprochent davantage de la réalité des personnes appauvries, exclues ou opprimées pour participer activement avec elles à la transformation de l'Église et de la société, en vue d'un monde plus juste». Alors, portée par ce discernement communautaire, j'ai souhaité établir officiellement la Communauté locale Marie-Élisabeth qui a permis de tisser des liens serrés entre nous, mais sans vivre nécessairement sous le même toit. La réalité nouvelle exigeait un autre type de vie communautaire qui, grâce à des structures plus souples, favorisait un rapprochement significatif avec les gens et une grande disponibilité pour être vraiment présente dans le milieu. Et plusieurs personnes laïques faisaient partie de cette communauté «élargie» et collaboraient avec nous.

La première chose qui m'a surpris en vivant dans ce quartier, c'est l'isolement physique du secteur Saint-René-Goupil, délimité au sud par le boulevard Métropolitain, au nord, par le chemin de fer du Canadien Pacifique et traversé par le boulevard Pie IX qui est une voie pour le trafic lourd. Les Carrières Miron et Francon (l'une servait à l'enfouissement des déchets, et l'autre de dépotoir à neige) contribuaient à l'éloignement des services de proximité, car il fallait les contourner par le Nord ou le Sud et faire deux transferts d'autobus pour s'y rendre. Pire, les services en santé mentale se trouvaient à Albert-Prévost, dans le Nord-Ouest de la ville. Un jour, alors que je représentais la population sur un comité de ressources en santé mentale, les psychiatres déploraient que

les femmes n'étaient jamais à l'heure à leur rendez-vous de 9h du matin. J'ai répondu: «C'est matériellement impossible! Ces femmes ont à préparer leurs enfants pour l'école, faire un trajet d'autobus d'une heure trente... et revenir pour le dîner des enfants.» Cette prise de conscience a rendu possible la formation d'un groupe de thérapie au sein du CECRG.

Autres caractéristiques de ce secteur: en 1986, 25% de la population avait moins de 15 ans et 10% seulement était âgé de 65 ans et plus. 35% des ménages étaient soutenus par des femmes monoparentales qui peinaient comme ouvrières, étudiantes, ou qui «vivotaient» de l'aide sociale. Mais quelle résilience était la leur!

Deux symboles résument la vie de cette communauté d'entraide et de partage: la ruelle et la corde à linge. La ruelle où s'amusaient les enfants, et la corde à linge où les mamans faisaient sécher les vêtements en se transmettant les nouvelles du jour. J'ai appris là à voir le monde et l'Église à travers les yeux des femmes, particulièrement celles qui sont plus vulnérables. Comme des fleurs de macadam, ces femmes courageuses faisaient surgir la beauté là où je ne l'attendais pas. La beauté de l'amour maternel, du don de la vie qui se partagent autour d'elles et de la franchise des propos qui fait tomber les masques, y compris les miens. Et avec Litta Basset, je peux affirmer: «La compassion déranger le cours d'une vie... On ne sort jamais indemne de ces instants hors repères où l'on est pris aux entrailles.»

Mon travail comme responsable du secteur des adultes au CECRG m'a fait découvrir l'éducation populaire, cette approche de Paolo Freire qui affirme: «Personne ne libère autrui ou ne se libère seul; c'est ensemble que nous nous libérons.» Les sessions du Collectif québécois de conscientisation ont avivé ma conscience de la réalité des personnes appauvries, particulièrement des femmes, au Québec et dans le monde.

Le CECRG était aussi un incubateur de projets où les membres partageaient leurs difficultés et leurs espoirs pour se donner des moyens d'améliorer leurs conditions de vie individuelle et collective. Par exemple, combien de fois nous sommes-nous mobilisés pour revendiquer un parc, pour conserver une subvention? Le Centre a supporté la mise en place, par exemple, d'un groupe d'échange de gardiennage, d'une popote roulante,

d'une cuisine collective, d'un magasin partagé (vêtements et nourriture) en collaboration avec la paroisse, et a participé à la mise en place de l'organisme Vivre St-Michel en santé qui favorise la participation citoyenne. En représentant le Centre au sein des organismes du quartier, je découvrais «un monde»: celui qui est refoulé aux frontières, où les ressources demeurent souvent inaccessibles, un lieu de concentration de l'immigration car les logements sont moins chers. À l'école primaire du secteur, on dénombrait déjà une soixantaine de nationalités différentes. Ce fut mon initiation au pluralisme culturel.

Et c'est là aussi que j'ai découvert l'Église de la rue, celle du Peuple de Dieu en marche vers sa libération. Durant 15 ans, la communauté Kombit (mot créole qui évoque nos corvées de village québécois) s'est réunie dans notre résidence pour partager des situations vécues, éclairer celles-ci de la Parole de Dieu et nous engager ensemble dans une action de transformation possible dans notre milieu. Un des moments importants fut notre participation à la Marche des femmes «Du pain et des roses», en 1995. Le plus beau jour de Pentecôte que j'aie vécu! Ces femmes d'origine haïtienne et québécoise, à la fois par leur simplicité et leur profondeur de relecture biblique m'ont enseigné l'Évangile comme Parole libératrice. Le miracle dans le récit de la multiplication des pains, c'est que personne n'est reparti le ventre vide. Comme ce message demeure actuel! À vrai dire, cette communauté de base Justice-Solidarité m'a souvent consolée des noirceurs de l'Église institutionnelle et a gardé en moi cette «espérance têtue» pour continuer la route.

Des religieuses dans le mouvement des femmes

Durant la Décennie des Femmes, proclamée par l'ONU à la suite de l'Année internationale des Femmes en 1975, je me suis impliquée dans le groupe de travail formé des représentantes de congrégations religieuses pour sensibiliser les religieuses et participer, avec les femmes, à l'amélioration de leurs conditions de vie.

À la fin de la Décennie, en 1986, ce groupe a décidé de devenir un organisme sans but lucratif, incorporé civilement et affilié à la Conférence religieuse canadienne (CRC-N). De 1986 à 1994, j'en

ai assumé le leadership avec une équipe de compagnes de différentes congrégations. Cette porte ouverte sur une cinquantaine de congrégations m'a montré la force énorme d'une plus grande solidarité entre nous. L'Association des religieuses pour la promotion des femmes (ARPF) – devenue récemment L'Association des religieuses pour les droits des femmes (ARDF) – a fêté, en mai dernier, ses 25 ans d'engagement avec et pour les femmes. Dans le monde, c'est la seule association de religieuses féministes qui a poursuivi son action après la Décennie des femmes.

Comment résumer l'impact de cette association? Premièrement, ce fut d'abord l'occasion pour les congrégations de remettre en question certains effets du système patriarcal sur leur vie, et de dépasser les vieux réflexes de la compétition pour vivre entre elles la solidarité. Deuxièmement, le rapprochement entre les religieuses et les groupes de femmes a fait tomber bien des préjugés. Devenue membre de la Fédération des femmes du Québec en 1993, l'ARPF siégeait de droit à la Table des treize organismes nationaux de femmes québécoises qui, deux fois par année, se réunissaient pour analyser la conjoncture et planifier les actions communes. Le défi du dialogue pour en arriver au consensus se mesurait à l'aune du pluralisme. Mais ces contacts directs avec les groupes de femmes ont permis de développer la confiance mutuelle et la solidarité entre femmes laïques et religieuses.

Encore faut-il souligner un dernier impact, cette fois sur l'Église elle-même. Des alliances entre les différents groupes de femmes en Église ont favorisé la prise de parole publique des femmes croyantes. Par deux fois, j'ai participé à des recherches universitaires comme partenaire du milieu. J'y ai beaucoup approfondi l'analyse féministe chrétienne. Et en collaboration avec les chercheuses et les autres groupes de femmes engagées en Église, nous allions dans les différents diocèses pour animer des sessions et faire connaître les résultats de ces recherches. Les deux objets de recherche – les conditions de travail des femmes et les rapports de pouvoir hommes/femmes dans l'Église – ont mis de la «chair» sur une réalité souvent invisible, et permis un dialogue et un partage d'expériences propice à la solidarité.

Des femmes comme marchandises?

Au début des années 2000, les religieuses de tous les continents prennent conscience d'une nouvelle forme d'esclavage qui se répand à travers le monde: la traite des femmes et des enfants. Comme Québécoises déjà engagées pour mettre fin à la violence envers les femmes, nous réagissons avec beaucoup d'indignation face à la traite humaine. Ainsi le crime organisé profite de la mondialisation et des nouveaux moyens de communication pour les exploiter comme des marchandises achetables et vendables, en vue de la prostitution ou du travail forcé. Que faire pour contrer ce fléau?

Les congrégations religieuses unissent leurs forces, conscientes de constituer elles-mêmes d'importants réseaux internationaux. Grâce à plusieurs complices religieuses et laïques, le Comité d'action contre la traite humaine interne et internationale (CATHII) voit le jour. Toutes sont d'accord: il faut d'abord sensibiliser la population, car une «masse critique» est nécessaire pour changer cette situation. De 2004 à 2006, la pièce «Perdus dans le trafic», du Théâtre Parminou, sillonne le Québec jusqu'aux Îles-de-la-Madeleine, puis voyage à travers tout le Canada.

Pour aller plus loin, le CATHII précise son plan d'action en trois volets: 1) *Sensibilisation* continue par des sessions d'animation, des formations au lobbying et des pétitions pour rejoindre un plus grand public (en alliance avec Unanima International et Franciscans International, deux organismes présents à l'ONU); 2) *Ressources* pour les victimes en collaboration avec plusieurs organismes québécois et canadiens; 3) *Recherche* sur la traite, les lois nationales et internationales, ainsi que sur les clients-prostituteurs.

Comme représentante du CATHII, j'ai bien apprécié l'expertise développée au sein de la Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES). La traite des femmes et des enfants alimente le système prostitutionnel partout dans le monde. Peut-on imaginer une société sans prostitution? Plusieurs pays ont adopté une approche abolitionniste à long terme, en se dotant de politiques et de lois qui décriminalisent les femmes et pénalisent les proxénètes et les clients prostitueurs. Pourquoi pas le Canada! C'est l'approche que je privilégie pour en arriver à une véritable égalité entre les hommes et les femmes.

3. CRÉER DES PONTS MALGRÉ ET AVEC NOS DIFFÉRENCES

Des croyantes en dialogue: le ROF/WEN

À l'occasion de la Décennie des Églises solidaires des femmes (1988-1998), des femmes anglicanes, catholiques et protestantes décident de créer entre elles un lien privilégié, et d'ouvrir un chemin de dialogue et de solidarité avec les femmes de différentes appartenances religieuses qui vivent au Québec. Parmi ses priorités, le Réseau œcuménique des femmes/Women ecumenical network (ROF/WEN) cherche à développer une spiritualité œcuménique et féministe. À deux reprises, ce collectif a rassemblé plus de deux cents personnes. La première fois en 1990, pour une célébration œcuménique à l'intérieur du programme des festivités organisées pour souligner le 50^e anniversaire du droit de vote des femmes. La deuxième fois, à la Pentecôte de 1992, dans un grand rassemblement des femmes féministes et chrétiennes pour *Oser la liberté*, c'est-à-dire pour faire resurgir, à travers nos récits de vie, des mémoires oubliées et occultées; pour exprimer le savoir et le pouvoir alternatifs des femmes; et, enfin, pour partager les luttes, les résistances et les visions nouvelles qui sont les leurs. Cette démarche féministe de libération, vécue lors du Rassemblement des femmes du Québec, inspirée de la théologie de Sharon D. Welch, a été publiée par le ROF/WEN en 1993 pour servir d'outils d'animation dans les différentes régions du Québec.

Un autre défi m'est apparu en 1998. Celui du dialogue entre femmes croyantes des deux cultures dominantes au Canada: les anglophones et les francophones. Les organisatrices du Colloque pan-canadien des femmes chrétiennes me demandent de représenter le Québec pour établir la programmation avec elles et inciter les Québécoises à participer à ce rassemblement tenu à Guelph. J'ai mesuré là ce que voulait dire l'expression «les deux solitudes». J'ai appris à prendre ma place comme seule présence francophone, à entendre la différence de mentalités, de façons de faire, d'expériences spirituelles, et finalement à l'apprécier. Je crois que la cinquantaine de Québécoises qui sont allées à Guelph gardent un souvenir positif de cette expérience vécue dans l'amitié et la complémentarité. Nous avons réussi à mettre en commun

et à partager notre vécu de femmes dans les différentes Églises chrétiennes du Canada.

Il y a 20 ans, la diversité culturelle et religieuse est apparue comme une réalité incontournable. Comment entrer en contact avec nos sœurs croyantes des autres religions? Comment en arriver à réfléchir et agir ensemble? Comment devenir des alliées dans ce monde en profonde mutation? Pour répondre concrètement à ces questions, nous avons imaginé, en 1995, les ateliers «Femmes et Traditions», une démarche originale qui favorisait une meilleure connaissance réciproque entre femmes chrétiennes et femmes d'autres appartenances religieuses : femmes autochtones, juives, hindoues et musulmanes. Ces invitées ont accepté de partager avec nous leurs expériences de femmes minoritaires au Québec, leurs joies comme leurs difficultés. Ce premier contact a fait tomber bien des préjugés, de part et d'autre, et permis de discerner les peurs liées à ces préjugés qui rendent difficile la compréhension mutuelle. Mais nous avons pris conscience de la possibilité de rapprochement, parce que nous portions des questions communes. Pour chercher les réponses ensemble, le comité interreligieux devint permanent. À compter de janvier 1996, les ateliers «Femmes et Traditions» sont conçus à partir des préoccupations des membres de ce comité qui assument l'organisation, l'animation et le suivi des activités. Deux sujets ont été retenus pour l'année 1997 : «Entre l'héritage et le projet : quelle identité pour les femmes?» et «Les religions : moyens d'oppression et de libération pour les femmes?»

Ces rencontres ont été très éclairantes et stimulantes. Nous sommes arrivées à un niveau de confiance où il est possible de dire sa différence, sans crainte d'être mal reçues. Pour favoriser le dialogue, nous nous sommes entendues sur des balises minimales : par exemple, quand quelqu'une prend la parole, elle s'exprime en «je» et affirme seulement ses propres convictions. Le respect mutuel n'empêche pas de poser les questions, mais assure une écoute de qualité. L'écoute en profondeur des expériences et réalités diverses de même que le partage de ce qui nous tient à cœur revêtent une grande importance dans une première étape en vue de consolider les liens entre femmes de différentes traditions culturelles

et religieuses. Le partage de nos différences, même s'il comporte sa part de difficultés, est perçu comme une richesse qui nous stimule à découvrir de nouvelles avenues.

Nous avons cheminé ensemble en vue d'identifier l'impact des traditions culturelles et religieuses sur le statut social des femmes. Les expériences réelles et concrètes mises en commun, où chaque femme est considérée comme un sujet actif dans la réflexion-action, contribuent à une plus grande conscience et interpellent sans juger ni devancer. Cette approche, basée sur un processus qui respecte le rythme de chacune et ce qu'elle veut bien apporter comme contribution à la réflexion, demande du temps, de la patience, une foi en la croissance de l'autre, mais construit des liens solides, affectifs, garants des transformations qui s'opèrent dans les mentalités, les attitudes et les comportements. C'est un pas de plus vers les transformations sociales qui appellent des solidarités collectives plus grandes, pour améliorer les conditions de vie des femmes. En bref, ces ateliers offerts au public ont permis aux femmes de s'affirmer davantage, de verbaliser leurs perceptions, leurs choix de société, leurs révoltes devant l'ordre patriarcal, leurs stratégies d'action dans les différents milieux où elles s'impliquent.

Pluralisme vécu au quotidien

L'expérience acquise au fil de ces divers engagements m'enseigne qu'il y a un temps pour semer et un temps pour récolter. Maintenant, la ligne de front m'essouffle. Je savoure mon rôle de second plan, et parfois celui d'arrière-plan, dans le soutien apporté à des organismes ou sur des terrains de proximité avec des familles de l'immigration ancienne ou récente.

Depuis mon insertion, en 2003, dans l'arrondissement Saint-Léonard, je vois arriver de plus en plus de familles immigrantes de foi musulmane, en majorité du Maghreb. Mon expérience au Réseau œcuménique des femmes du Québec a déjà nourri mon désir de vivre des relations signifiantes avec des personnes de différentes cultures et religions. Alors que mes efforts de contact – en me promenant dans le parc – se limitaient souvent à une salutation souriante sans retour véritable, tout a changé le jour où la première famille s'est installée

dans mon immeuble. J'ai frappé à leur porte pour leur souhaiter la bienvenue et leur ai donné mon numéro de téléphone au cas où ils en auraient besoin. La confiance n'appelle-t-elle pas la confiance? Souvent nous causions sur le palier. Puis la mère est devenue ma coiffeuse et moi, la professeure de piano de sa fille. Un troc qui s'est épanoui en véritable amitié!

Au fil des ans, l'immeuble est devenu multi-ethnique : nous avons accueilli des familles russe, haïtienne, angolaise, algérienne, marocaine, tunisienne et latino-américaine. Seulement deux logements sur huit sont occupés par des québécois d'origine. Face à l'autre, nous découvrons vite des points communs, sans minimiser les différences. Pas dans de grands discours, mais dans la pratique quotidienne, par des invitations mutuelles, le partage d'un repas lors des anniversaires de naissance ou des fêtes religieuses, comme Noël ou l'Aïd, par exemple. L'échange de services est devenu régulier : mes voisins veillent à mon bien-être par leur présence attentive et en m'assistant dans certaines tâches domestiques, les réparations, le déneigement; de mon côté, j'apporte du réconfort au besoin, de l'aide à la recherche d'emploi et aux devoirs scolaires, des explications sur notre histoire et notre manière de vivre au Québec pour faciliter leur intégration citoyenne. Ma disponibilité est chaque fois récompensée par un lien solide d'affection et une compréhension mutuelle de nos valeurs communes et de nos caractéristiques culturelles et religieuses. Il est bon, pour moi, de vivre avec ces familles les événements heureux ou moins heureux : l'arrivée d'un nouvel enfant ou le décès subit d'un parent lors d'une visite au Québec. Joie, inquiétude, tristesse, réussite : tout se partage parce que nous sommes de la même humanité.

Parfois dans ma cuisine, autour d'une tasse de thé, nous échangeons sur nos préoccupations entre femmes chrétiennes et musulmanes. En parlant de mon engagement au sein du Comité d'action contre la traite humaine interne et internationale, a surgi l'idée de faire ensemble une réflexion sur le sujet. Amel et moi avons co-animé la rencontre après avoir aménagé le schéma d'une vigile de prière où alternaient des extraits de la Bible et du Coran, des prières et des chants en arabe et en français. Au cours des échanges, toutes ont déploré le caractère universel de la traite humaine et exprimé leur solidarité avec les victimes et les groupes qui leur viennent en aide. Compassion, hospitalité, amour de Dieu et des autres, recherche de justice, partage avec les plus pauvres, ce sont toutes ces aspirations qui nous rassemblent.

L'harmonie et la paix fleurissent à cause d'une semence en terre profonde. La foi en un Dieu unique – celui des religions chrétienne et musulmane – renvoie à notre responsabilité citoyenne envers tous les humains et la terre qui nous nourrit. En creusant notre propre puits, nous enrichissons le monde de notre diversité. En vivant des solidarités humaines en plein quotidien, nous controns les « identités meurtrières » et les préjugés tombent de part et d'autre. Comme l'exprime si bien un proverbe arabe : « Vaut mieux un voisin proche qu'un frère au loin. »

4. QUELQUES DÉFIS IMPORTANTS POUR LA SOCIÉTÉ ET L'ÉGLISE

Femmes et diversité

Femmes et pauvreté. Au moment où la Fédération des femmes du Québec (FFQ) entreprend les États généraux sur le féminisme, je me réjouis du processus démocratique mis de l'avant pour inclure des femmes de toutes les générations, de toutes origines culturelle, religieuse, sexuelle, et de toutes les classes sociales. Je suis fière d'être membre de la FFQ depuis les années 1980 et de participer à ma mesure aux grandes revendications de la FFQ pour contrer la pauvreté et la violence envers les femmes qui, malgré quelques acquis, demeurent toujours actuelles. Les politiques conservatrices refont surface; les femmes sont les premières à en souffrir. Le contrôle du système patriarcal sur le corps des femmes est au programme. Les hausses de tarification, de frais de scolarité, la réforme du régime de retraite... affecteront davantage les femmes qui gagnent encore 77% du salaire des hommes; elles représentent aussi 64% des aidants naturels et bénévoles, et elles sont toujours aux prises avec la « contradiction » travail-famille. Les femmes subiront-elles encore une fois les effets néfastes des connivences politiques et religieuses, comme au moment du droit de vote des femmes? Le défi pour les femmes privilégiées est de partager les luttes des femmes appauvries, surtout celles qui doivent vivre de l'aide sociale comme dernier recours pour assurer la survie de leur famille. Beaucoup de préjugés font la une des journaux et des rumeurs populaires. Pourrons-nous les dépasser pour une solidarité plus grande?

Femmes et violence. La traite des femmes m'apparaît comme une des pires violences envers elles. Particulièrement dans la prostitution qu'on tente de banaliser à travers le monde. Depuis l'an 2000, plusieurs pays adoptent des lois, soit pour légaliser ou décriminaliser, soit pour abolir la prostitution. Quel choix le Canada fera-t-il? Face à un lobbying de l'industrie du sexe qui cherche

à faire reconnaître les femmes en situation de prostitution comme « des travailleuses du sexe », qui se lèvera pour réclamer une société sans prostitution? Car personne ne naît prostituée ou client; on le devient. La prostitution n'est pas un métier comme un autre. Elle est profondément sexiste et raciste, fondée sur les inégalités entre hommes et femmes, entre les ethnies, entre riches et pauvres, entre les pays du Nord et ceux du Sud. C'est une discrimination envers les femmes les plus fragiles et les plus vulnérables. Certes, il faut décriminaliser les victimes et leur proposer des issues, comme on le fait pour les femmes qui ont subi différents types de violence. Mais collectivement, les lois sont là pour gérer le modèle de société dans laquelle nous voulons vivre. Une société sans prostitution est possible à long terme si un programme d'éducation nationale promeut des rapports vraiment égalitaires entre les sexes.

Femmes et Église. Dans les 20 dernières années, des femmes ont réussi à avoir une certaine influence dans l'Église québécoise et ont beaucoup contribué à sa survie – malgré des déficiences dont il ne faut pas minimiser la portée – par un investissement à la hauteur de leur générosité et de leur foi. Mais mon expérience avec des femmes de différents groupes religieux m'enseigne que toutes les religions contribuent, à la fois, à la libération et à l'oppression des femmes. La hiérarchie des pouvoirs fonde toujours les systèmes politique, néolibéral et religieux. Et des hommes décident encore du plafond de verre que les femmes ne peuvent franchir. Est-ce utile d'en faire la démonstration dans l'Église catholique, celle à laquelle je m'identifie et qui fait souffrir tant de femmes? Femmes et hommes ont reçu, pourtant, le même baptême qui les font les unes et les autres « prêtres, prophètes et rois ». Pourquoi les femmes sont-elles restreintes dans les possibilités de participer pleinement à la vie ecclésiale?

Néanmoins, je continue à croire en l'Évangile comme source de libération des peuples. Dans la lutte des femmes se dessinent les traces de Dieu à l'œuvre par son Esprit dans le monde et dans l'Église. Les femmes arriveront-elles à être entendues sur les questions sociales et ecclésiales, particulièrement sur celles qui les concernent de plus près? Les théologiennes seront-elles intégrées à leur juste valeur dans la réflexion théologique? Le jour où les femmes pourront présider l'Eucharistie

et participer aux assemblées décisionnelles, comme membres de droit, à côté des hommes qui le font depuis des millénaires... ce jour-là, justice leur sera rendue. Ce jour-là, mon espérance n'aura pas été vaine.

Bâtir un Québec riche de tout son monde

Ma vie au sein des communautés immigrantes me fait rêver d'un Québec et d'un Canada comme terre d'accueil pour toutes les familles qui ont choisi de vivre ici. Mais je constate que les nouvelles lois menacent la vie de plus en plus de familles réfugiées et immigrantes. Les critères de sélection privilégient les riches investisseurs et les relations commerciales entre le Canada et les pays d'origine, aux dépens de la protection et de la sécurité des personnes qui doivent quitter leur pays parce que leur vie est menacée. Des exemples médiatisés de renvoi et de déportation de femmes monoparentales, avec ou sans leurs enfants, suscitent mon indignation. Il est même question d'enlever la résidence permanente à des personnes qui l'ont déjà obtenue, sous prétexte que le pays d'origine est devenu « un pays sûr ». J'ai été témoin des ravages humains causés par une déportation de ce genre. Comment ces familles peuvent-elles nourrir un projet d'insertion à long terme dans ces conditions? Recommencer une vie ailleurs exige tant de courage et de sacrifices!

Saurons-nous plutôt profiter des compétences et des expériences de toutes ces personnes qui désirent se réaliser humainement et s'impliquer dans une société pluraliste où les différences ne font qu'enrichir une culture commune? L'État a son rôle à jouer pour définir les balises essentielles du vivre ensemble, pour permettre l'intégration au travail – un travail décent sans discrimination. Mais nous, comme citoyens et citoyennes, pouvons favoriser un débat sain et fructueux, en dénonçant les épouvantails qui font peur et en partageant nos expériences de rapprochement au quotidien. Quelle famille n'a pas de contact avec des personnes issues de l'immigration? Les mariages deviennent mixtes de plus en plus. Les écoles accueillent des figures nouvelles et font un travail admirable pour intégrer les nouveaux arrivants. Les relations de bon voisinage peuvent faire tomber beaucoup de peurs et de préjugés. Loin d'être une menace pour notre identité, les différences culturelles et religieuses l'approfondissent en misant sur l'essentiel. Peut-être serons-nous surpris de découvrir des valeurs communes insoupçonnées, et des gens désireux de s'impliquer avec nous pour bâtir un Québec riche de tout son monde, où l'Humain sera au cœur d'un développement durable et harmonieux.

EN GUISE DE CONCLUSION

Libérer la parole dans une communauté porteuse

Avec toutes les femmes, j'ai appris à puiser à mon propre puits pour parler de ma vie. Prendre la parole, c'est un acte politique pour changer le cours des choses. Le courage de la parole libère des énergies pour l'engagement. Que ce soit dans un groupe de femmes ou un organisme communautaire, ou encore dans une petite communauté de base... Je me rappelle ce moment où une femme avoue, rayonnante: « Cette année, j'ai pu célébrer Pâques; ça fait dix ans que je vivais le Vendredi saint, mais j'étais incapable de vivre la Joie de Pâques! » Et elle a expliqué que le fait de participer à la Communauté depuis plusieurs années et d'avoir partagé en toute confiance la douleur du suicide de son mari... cela l'avait libérée. Combien de fois ai-je été témoin d'une telle libération! J'ai compris, à la lecture du texte du paralytique (*Marc 2, 1-12*), qu'il faut « être porté » par une communauté pour guérir des blessures profondes et être capable de prendre son grabat et de marcher.

Marchons ensemble

Au bout de mon âge, comme il est bon de rencontrer ces jeunes dans la vingtaine: des universitaires, des artistes, des militantes qui partagent avec moi la même passion de l'engagement social pour contrer la traite des femmes et des enfants, pour favoriser le dialogue interreligieux. À l'intérieur du mouvement des femmes, de jeunes « RebELLEs » reprennent le flambeau du féminisme et inventent à leur façon les luttes de leurs devancières. Partout, des indignés, des jeunes surtout, remettent en question la société de consommation, de l'économisme effréné qui compromet la vie, l'intégrité et la dignité des plus vulnérables. Il faut renverser la vapeur pour que la vie l'emporte sur le profit à tout prix! Je vois une génération qui se lève et qui tend la main aux précédentes, avec l'air de dire: « Nous sommes là nous aussi, marchons ensemble ».

CÉLINE DUBÉ

Congrégation de Notre-Dame
Comité de rédaction de *Relations*



Centre
Justice et foi

Au cœur des débats de société

ReLations

Revue d'analyse sociale,
politique et religieuse



Enjeux du pluralisme
et des migrations



Débats sur des questions
d'actualité

Centre justice et foi / 514-387-2541

25, rue Jarry Ouest, Montréal, Québec H2P 1S6

www.cjf.qc.ca